

Un joker à la primature et le placard pour l'Alliance

Tout ça pour ça ! Lapidaire mais significatif ce constat chargé d'ironie grinçante ne résume-t-il pas en quatre mots l'accueil mitigé fait à ce remaniement trop longtemps attendu ? Car ce n'est pas tant le fait que Bouteflika se soit décidé de lister certaines personnalités et d'en écarter d'autres qui a alimenté la résignation de l'opinion mais son irrésolution quasi pathologique qui a plongé l'Etat dans une vacance formelle depuis le mois de mai. C'est, par conséquent, au style hésitant et trop calculateur du Président que le marasme ambiant est imputé. Pour avoir consacré près de 120 jours à la consultation ou bien à la méditation secrète, est-ce la marque d'une prudence sérieuse ou au contraire le signe que ses marges dans l'arbitrage seraient de plus en plus réduites ? Expliquer par l'une ou l'autre raison le retard préjudiciable à l'action publique disqualifie de fait les commodes justifications. De celles qui, par exemple, font du temps un coefficient positif à la prise de décision. «Donner du temps au temps» est dans le cas précis de la nécessité d'un gouvernement sur la brèche, un non-sens politique et pis encore, une tare pour quelques pouvoirs qu'ils soient.

Ayant enfin tranché, en recourant comme à son habitude à la petite chimie du dosage, le chef de l'Etat ne semble cependant pas dans la véritable

disposition politique consistant à mettre en œuvre le nécessaire aggiornamento du régime pour conclure sa carrière. A 20 mois de la fin de son troisième mandat, il demeure dans la stratégie des chaises musicales pour gouverner même si quelque part, il semble avoir mis en veilleuse «l'alternance» à la primature en faisant appel à un cacique sans étiquette partisane.

En termes de communication, la promotion de Sellal est effectivement la seule opération qui soit parvenue à focaliser les commentaires bienveillants, voire positifs. Et du coup, elle pourrait fournir à ce faux tournant, c'est-à-dire à l'illusion du changement, une sorte de période de grâce dont El Mouradia notamment en avait besoin. En combinant une nomination atypique avec une défiance appuyée aux deux piliers de son pouvoir, Bouteflika réussit là une bonne levée de cartes comme il se dit dans le jeu du poker menteur. Dans son «pli», en effet, il a d'abord engrangé l'image conviviale attachée à la personnalité du... Sellal en question. Avec sa bonhomie souriante et son sens de l'humour, il a toujours été un «bon client» pour les journalistes. Avenant dans le contact, il donne de lui une sorte d'idée de détachement tant la gravité et la péroraison politicardes lui sont étrangères. A peine nommé, certains portraitistes de presse affirment déjà qu'il sera le premier des

«premiers ministres» à vouloir gouverner sans s'inquiéter de la suite de sa carrière. Joker inévitable de Bouteflika, il n'aurait aucune angoisse ni des a priori quant à la coordination d'un cabinet gouvernemental où les précédents titulaires de portefeuilles ont été reconduits.

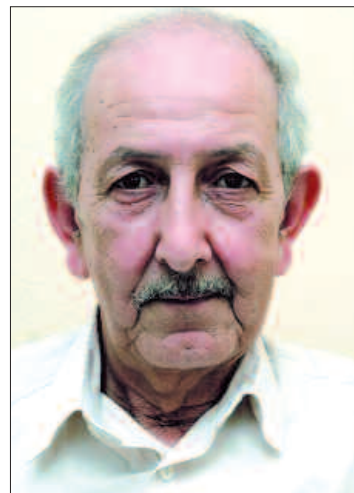
Commis de l'Etat (wali) puis diplomate (Budapest étant son dernier poste), il est un routier du service de l'Etat blanchi sous le harnais des consensus émanant de la concertation. Une qualité, dit-on, qui ne se bonifie que dans les discussions restreintes et ne s'accroît guère du battage des tribunes. Il est vrai également que le contexte de sa nomination et ses faibles chances de se projeter personnellement au-delà d'avril 2014 le préservent d'ores et déjà de la moindre tentation de marquer son passage par quelques allusions malheureuses à l'encontre de ses prédécesseurs. Premier ministre, non pas par défaut mais par antithèse à ceux qui le furent avant lui, Sellal serait donc un «dévrouilleur» psychologique au service de Bouteflika.

Car, dès l'instant où il n'affiche pas d'ambition et surtout parce qu'il n'est pas habité par la hantise de l'échec au point où il serait capable d'avouer publiquement les couacs de son gouvernement, lorsque ceux-là surviendront, il incarnera alors le crédit de la parole officielle. Voilà pourquoi le

choix porté sur ce ministre apparaît comme une bonne «pioche».

Reste ensuite le délestage symbolique d'Ouyahia et Belkhadem et le sens à donner à cette «mise en réserve» (de quoi ?) sachant que le Président n'a aucune possibilité de pousser le FLN et le RND vers l'opposition dès lors qu'ils sont majoritaires au Parlement. L'hypothèse la plus plausible ne réside-t-elle pas dans un compromis passé avec eux ? Un ersatz de gentlemen agreement qui concilierait le besoin qu'a Bouteflika de ravalier l'image dégradée de son pouvoir en les «placardant» à cet effet et, en contrepartie, de ne rien faire qui contrecarrerait leurs ambitions, lesquelles sont de notoriété publique.

En d'autres termes, la structure trans-partisane qui se veut toujours une alliance présidentielle devait se retirer de la conduite des affaires publiques, du moins en ce qui concerne ses leaders, pour ensuite s'imposer dans les tranchées comme une garde prétorienne au sein de l'institution législative à laquelle incombera la mission de défendre à la virgule près la réforme constitutionnelle. A l'exception du MSP, ayant fait un autre choix lui valant un retour du bâton de la part du pouvoir, le binôme FLN-RND demeure donc la clé de voûte du président de la République. Sur les deux tableaux (exécutif et législatif), Bouteflika a clairement gagné



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

les paris qu'il a engagés à l'intérieur du système. Reste pour lui l'angoissant déficit de popularité contre lequel tous les procédés expérimentés se sont lamentablement retournés contre lui. L'accumulation des impairs tout au long de ses 13 années de pouvoir alimentent dans l'opinion la réfutation systématique de toutes les formes de la représentation de l'Etat.

Lui, qui, comme disait un humoriste du terroir, n'a jamais «aimé» le peuple que de très loin et de très haut, constate amèrement à son tour qu'il n'a plus de ressort pour renouer la fusion dont il prétendait tirer sa légitimité. Une indifférence et une absence qui ne se compensent jamais par des martingales conçues dans les «labo» de la politique.

B. H

TUNISIE

Accusé de dérive, Ennahda brandit le spectre de Ben Ali

«Parti Etat», «dictature théocratique» : des acteurs politiques tunisiens rivalisent de superlatifs pour attaquer les islamistes d'Ennahda au pouvoir, qui n'hésitent pas de leur côté à faire l'amalgame entre leurs détracteurs et le régime déchu de Ben Ali.

Yadh Ben Achour, juriste respecté qui a dirigé en 2011 une instance chargée de réaliser les objectifs de la révolution, ne mâchait pas ses mots dans un entretien au quotidien La Presse fin août.

«Oui, nous risquons dans peu de temps de nous retrouver dans une dictature pire que celle (du régime déchu) de Ben Ali, une dictature théocratique. Oui nous risquons de perdre l'un des acquis les plus chers de la révolution : la liberté d'expression», jugeait-il.

En cause : le conflit croissant entre les islamistes d'Ennahda et les médias publics dont les nouvelles directions, nommées à la chaîne par le gouvernement, sont accusées de complaisance



Ph. DR.

à l'égard du pouvoir. En cause aussi les poursuites engagées pour atteinte à l'ordre public et aux bonnes moeurs contre deux artistes qui risquent cinq ans de prison pour avoir exposé des œuvres jugées offensantes pour l'islam, alors que les actions violentes organisées par la mouvance salafiste restent impunies. Toute la semaine, des journaux ont multiplié éditoriaux et tribunes accusant les islamistes de

visées hégémoniques au lieu de se concentrer sur la nouvelle Constitution, dont la rédaction semble avoir pris des mois de retard.

«Le gouvernement, avec son parti dominant, verse dans l'hégémonie et outrepassa ses prérogatives. Chargé d'expédier les affaires courantes et de traiter les situations urgentes, il s'occupe à accaparer tous les pouvoirs», s'insurge La Presse.

Manifestations

En face, Ennahda fait le dos rond, estimant être la seule force capable de diriger le pays et voyant derrière ces volées de bois vert les vestiges du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali. Un mouvement informel de jeunes baptisé «Ekbes» (Magne-toi) multiplie même les manifestations pour que le gouvernement «serre la vis». Vendredi, ils étaient ainsi quelques milliers place de la Kasbah à Tunis, face au siège du gouvernement, avec à la tribune des hauts responsables du parti islamiste. Leurs cibles favorites étaient les cadres de l'ancien régime et forces «contre-révolutionnaires» qui contrôlaient les médias et l'Appel de la Tunisie, le parti de Béji Caïd Essebsi, chef du deuxième gouvernement post-révolutionnaire, qui gagne en popularité.

«Il n'est pas logique, qu'après une révolution, l'information soit entre les mains des ennemis de

la révolution», a lancé Habib Ellouze, une des figures d'Ennahda, accusant les journalistes de «comploter». Riadh Chaïbi, autre haut responsable islamiste, a lui promis une loi pour interdire de vie politique les tenants de l'ancien régime tel M. Essebsi.

«L'Appel de la Tunisie est le nouveau RCD !», a-t-il lancé, «nous oeuvrons pour que l'Assemblée nationale constituante adopte une loi empêchant les RCDistes de faire de la politique pendant dix ans», a-t-il ajouté.

Pourtant, l'opposition accuse aussi Ennahda de recruter des anciens proches du régime de Ben Ali, à l'instar du gouverneur de la Banque centrale, Chedly Ayari, nommé en juillet.

Une première manifestation d'Ekbes avait déjà réuni quelques centaines de personnes le 1er septembre. Si celle de vendredi a réuni plus de monde, elle était loin d'être «millionnaire», l'objectif affiché des organisateurs depuis fin août.